

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2012 B 02515

Numéro SIREN : 538 612 151

Nom ou dénomination : SYNOLOGY France SARI

Ce dépôt a été enregistré le 11/03/2019 sous le numéro de dépôt 16401

**SYNOLOGY FRANCE SARL**  
Société à responsabilité limitée  
Au capital de 250 000 Euros  
Siège social : 39-41, rue Louis Blanc  
92400 COURBEVOIE

538 612 151 RCS NANTERRE

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS  
DE L'ASSOCIEE UNIQUE  
DU 1er MARS 2019**

---

L'an deux mil dix-neuf,

le 1er mars

à 10 heures,

Au siège social à COURBEVOIE,

La société « **SYNOLOGY INCORPORATED LTD** », ayant son siège social 9F., No.1, Yuandong Rd., Banqiao Dist., New Tapei City 220, TAIWAN (R.O.C.), représentée par Monsieur Yin-Hui WONG ès qualité,

Propriétaire de la totalité des 250 parts sociales de 1 000 Euros composant le capital social de la société « **SYNOLOGY FRANCE SARL** »,

Associée unique de ladite Société,

Après avoir pris connaissance du rapport de la gérance,

A pris les décisions suivantes relatives :

- au transfert du siège social et à la modification corrélative de l'article 4 des statuts,
- aux pouvoirs à conférer en vue des formalités.

**PREMIERE DECISION**

L'associée unique décide de transférer le siège social du 39/41, rue Louis Blanc, 92400 COURBEVOIE au 102, terrasse Boieldieu, 92800 PUTEAUX, et ce, à compter de ce jour et, en conséquence, de modifier l'article 4 des statuts, dont la rédaction est désormais la suivante :

**SYNOLOGY**  
39, rue Lo  
92400 Co  
Tél. : +33 (0)  
SARL au capi  
R.C.S Nanterre  
TVA: FR 86

**SYNOLOGY FR**  
39, rue Louis Bla  
92400 Courbevo  
Tél. : +33 (0)1 47 17  
SARL au capital de 25  
R.C.S Nanterre B 538  
TVA: FR 86 538 612



**SYNOLOGY FRANCE SARL**  
Société à responsabilité limitée  
Au capital de 250 000 Euros  
Siège social : 102, terrasse Boieldieu  
92800 PUTEAUX  
538 612 151 RCS NANTERRE

## STATUTS

---

« CERTIFIES CONFORMES »

*Le Gérant*



**SYNOLOGY FRANCE**

33, rue Louis Blanc  
92400 Courbevoie  
Tél. : +33 (0)1 47 17 62 88  
SARL au capital de 250 000€  
R.C.S Nanterre B 538 612 151  
TVA: FR 86 538 612 151

Mis à jour le 1<sup>er</sup> mars 2019 suite à décisions de l'associée unique de transférer le siège social.

**LA SOUSSIGNEE :**

La société SYNOLOGY Incorporated Ltd., sise 3F-3, N°. 106, ChangAn W.Rd, Taipei, Taiwan, (R.O.C.), représentée aux fins du présent par son représentant légal Monsieur WONG Yin-Hui.

Ci-après dénommée « l'associée unique »

a établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle a décidé d'instituer.

### **Article 1 - Forme**

La société est une société à responsabilité limitée régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à venir ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la forme de société à responsabilité limitée avec un ou plusieurs associés.

### **Article 2 – Objet**

La société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :

- Achat et vente de tous produits non réglementés et notamment de tous matériels et équipements informatiques, électroniques, télécommunications, ainsi que tous leurs accessoires.
- Installation, réparation et services techniques liés à ces produits.
- Import et Export.

Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

### **Article 3 – Dénomination sociale**

La société a pour dénomination sociale : SYNOLOGY France SARL

Dans tous les actes et documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « SARL » et de l'énumération du capital social.

### **Article 4 – Siège social**

Le siège social est fixé au 102, terrasse Boieldieu, 92800 PUTEAUX.

Il peut être transféré soit par décision de l'associée unique, soit, en cas de pluralité d'associés, par décision collective extraordinaire des associés.

### **Article 5 - Durée**

La société a une durée de 99 années à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation prévues aux présents statuts.

### **Article 1 - Forme**

La société est une société à responsabilité limitée régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à venir ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la forme de société à responsabilité limitée avec un ou plusieurs associés.

### **Article 2 – Objet**

La société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :

- Achat et vente de tous produits non réglementés et notamment de tous matériels et équipements informatiques, électroniques, télécommunications, ainsi que tous leurs accessoires.
- Installation, réparation et services techniques liés à ces produits.
- Import et Export.

Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

### **Article 3 – Dénomination sociale**

La société a pour dénomination sociale : SYNOLOGY France SARL

Dans tous les actes et documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « SARL » et de l'énumération du capital social.

### **Article 4 – Siège social**

Le siège social est fixé au 102, terrasse Boieldieu, 92800 PUTEAUX.

Il peut être transféré soit par décision de l'associée unique, soit, en cas de pluralité d'associés, par décision collective extraordinaire des associés.

### **Article 5 - Durée**

La société a une durée de 99 années à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation prévues aux présents statuts.

**Article 6 – Apports**

La Société SYNOLOGY Incorporated, Ltd. apporte et verse à la société une somme totale de 250.000 euros correspondant à 250 parts au nominal de 1.000 euros chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées.

La somme totale versée, soit 250.000 euros, sera déposée, avant son immatriculation au R.C.S. de Paris, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation, à la Succursale de Paris de la Banque MEGA INTERNATIONAL COMMERCIAL BANK OF CHINA, sis 131-133, Rue Tolbiac – 75013 Paris.

Elle sera retirée par la gérance sur présentation du certificat du greffe du tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

**Article 7 - Capital social**

Le capital social est fixé à 250.000 euros, divisé en 250 parts sociales d'un montant de 1.000 euros nominal, intégralement libérées, attribuées en totalité à l'associée unique, à savoir:

- **La Société SYNOLOGY Incorporated Ltd.**  
250 parts sociales, numérotées de 1 à 250, ci .....250 parts

**Total égal à DEUX CENT CINQUANTE parts sociales** -----  
250 parts

**Article 8 - Augmentation et réduction du capital social**

Le capital social peut être augmenté ou réduit de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision de l'associé unique ou par décision extraordinaire de la collectivité des associés qui fixe les conditions de l'opération.

**Article 9 - Parts sociales**

9.1 Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables. Leur propriété résulte des présents statuts, des actes modificatifs et des cessions ou mutations ultérieures régulièrement consenties et publiées.

9.2 Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

9.3 Chaque part est indivisible. En cas de pluralité d'associés, les propriétaires indivis doivent se faire représenter par un mandataire unique choisi parmi eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné par le président du tribunal de commerce à la demande du plus diligent.

Si des parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

## **Article 10 - Cession des parts sociales**

10.1 Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle ne devient opposable à la société qu'après accomplissement des formalités de l'article 1690 du code civil ou dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt. Pour être opposables aux tiers, les cessions de parts doivent faire l'objet d'un dépôt au Registre du commerce et des sociétés.

10.2 Les cessions de parts consenties par l'associé unique sont libres.

10.3 En cas de pluralité d'associés :

- les cessions de parts entre associés ainsi qu'aux conjoints, ascendants ou descendants sont libres ;
- les parts ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière de ces notifications, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession des parts, les associés sont tenus dans les trois mois de la notification du refus d'agrément effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital social du montant nominal desdites parts et de les racheter à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du code civil. Si à l'expiration du délai susvisé, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession prévue.

Ces dispositions s'appliquent à tous les cas de cessions, y compris en cas d'apport en nature, de fusion ou de scission ou d'attribution en nature consécutive à la liquidation d'une société.

## **Article 11 - Transmission des parts sociales par décès ou liquidation de communauté**

11.1 En cas de décès de l'associée unique, la société continue de plein droit entre ses héritiers ou ayants-droit et, le cas échéant, son conjoint survivant.

En cas de liquidation de la communauté de biens existant entre l'associée unique et son conjoint, la société continue, soit avec un associé unique si les parts sont attribuées en totalité à l'un des époux, soit avec les deux associés si les parts sont partagées entre les époux.

11.2 En cas de pluralité d'associés :

- les parts sont librement transmissibles par voie de succession ou de liquidation de communauté de biens entre époux ;

- en cas de décès d'un associé, les héritiers ou ayants-droit ne deviennent associés qu'après avoir été agréés dans les conditions légales pour les cessions de parts à des tiers. Il en va de même en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

#### **Article 12 - Revendication de la qualité d'associé par le conjoint commun en biens**

Lorsque le conjoint commun en biens d'un associé notifie son intention d'être associé postérieurement à un apport de biens communs fait par cet associé ou à une acquisition de parts sociales effectuée au moyen de biens communs, il ne peut devenir associé que s'il est agréé par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

La décision des associés est notifiée au conjoint par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'agrément du conjoint résulte soit de la notification de la décision d'agrément, soit du défaut de réponse dans les trois mois de la notification de la revendication du conjoint.

En cas de refus d'agrément, l'époux associé conserve sa qualité d'associé pour la totalité des parts souscrites ou acquises.

#### **Article 13 - Nantissement des parts sociales**

Le nantissement des parts sociales doit être constaté par acte notarié ou seing privé, enregistré et signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique.

Lorsque la société a donné son consentement à un profit de nantissement de parts sociales dans les conditions prévues à l'article 10 des présents statuts pour l'agrément des cessions de parts au profit de tiers, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties conformément à l'article 2078, alinéa 1<sup>er</sup> du Code Civil, sauf si la société ne préfère, postérieurement à la cession, racheter sans délai les parts sociales en vue d'une réduction de son capital.

En cas de défaut de notification à la société du projet de nantissement comme en cas de refus d'agrément, l'adjudicataire des parts faisant l'objet d'une réalisation forcée devra être soumis à l'agrément des associés.

#### **Article 14 - Nomination des gérants**

14.1 La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés avec ou sans limitation de durée. Le ou les gérants sont désignés par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

14.2 Le premier gérant est désigné soit dans les statuts, soit par acte séparé.

14.3 Le gérant doit consacrer le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

### **Article 15 - Cessation des fonctions des gérants**

15.1 Le ou les gérants sont révocables par décision de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

15.2 Le gérant peut résilier ses fonctions moyennant un préavis de 3 mois notifié à chaque associé par lettre recommandée AR.

### **Article 16 - Pouvoirs des gérants**

16.1 Dans les rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs ci-dessus. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, sauf s'il est établi qu'ils en avaient eu connaissance.

16.2 En cas de pluralité d'associés, et dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous actes de gestion dans l'intérêt de la société.

### **Article 17 - Rémunération des gérants**

La rémunération du gérant est fixée par la décision de nomination.

### **Article 18 - Commissaires aux comptes**

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés lorsque la société atteint les seuils réglementaires. Ils exercent leur mission conformément à la loi et sont désignés pour six exercices.

### **Article 19 - Conventions réglementées**

19.1 Les conventions conclues entre l'associé unique et la société font seulement l'objet d'une mention au registre des délibérations.

S'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'autorisation préalable de l'associé unique.

19.2 En cas de pluralité d'associés, les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou l'un de ses associés, doivent faire l'objet des procédures et de contrôle prévus par la loi.

19.3 Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

### **Article 20 - Conventions interdites**

A peine de nullité, un gérant ou un associé autre qu'une personne morale ne peut contracter un emprunt auprès de la société, se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou se faire avaliser ou cautionner par elle ses engagements. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées. Cette même prohibition existe à l'égard des conjoints, ascendants et descendants des conjoints et associés de même qu'en cas d'interposition de personne.

### **Article 21 - Comptes courants**

Tout associé peut mettre à disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de remboursement de ces sommes, ainsi que leur rémunération, sont déterminées, soit par accord entre la gérance et l'associé intéressé, soit par décision collective des associés. Ainsi, les avances consenties par les associés ou les gérants à la société sont soumis à la procédure de contrôle des conventions prévues par la loi.

### **Article 22 - Décisions de l'associé unique ou décisions collectives des associés**

22.1 Lorsque la société est unipersonnelle, l'associée unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés. L'associée unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.

22.2 Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions collectives sont prises, soit en assemblée, soit par consultation écrite ou peuvent résulter du consentement unanime des associés exprimé dans un acte ; sauf lorsque la loi impose la tenue d'une assemblée.

22.3 Chaque associé a, au sein de l'assemblée générale, le droit de se faire représenter par un autre associé, son conjoint ou toute autre personne de son choix. Il ne peut toutefois se faire représenter par un autre associé si les associés sont au nombre de deux, ou par son conjoint si la société ne comprend que les deux époux.

22.4 Les décisions collectives ordinaires, c'est-à-dire celles qui ne concernent ni l'agrément de nouveaux associés, ni la modification des statuts, sont valablement adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont alors prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

La révocation des gérants doit toujours être décidée à la majorité absolue.

22.5 Les décisions extraordinaires sont adoptées, sauf exceptions prévues par la loi, par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

### **Article 23 - Exercice social**

Chaque exercice social a une durée qui commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre. Par exception, le premier exercice sera clos le 31 décembre 2012.

#### **Article 24 - Comptes sociaux**

24.1 Le gérant établit le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels. L'associée unique approuve les comptes annuels dans le délai de six mois suivant la date de clôture de l'exercice.

24.2 En cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale doit approuver les comptes annuels dans les six mois de la clôture de l'exercice.

#### **Article 25 - Affectation des résultats**

Après approbation des comptes et constatation d'un bénéfice distribuable, conformément à la loi, l'associée unique ou l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à l'associée unique ou aux associés à titre de dividende. Chaque associé a dans les bénéfices une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il détient.

L'associée unique ou l'assemblée générale peuvent constituer tous postes de réserves.

#### **Article 26 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital**

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'associée unique - ou si la société est devenue pluri-personnelle, la collectivité des associés statuant à la majorité requise pour les modifications des statuts - décide dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes annuels ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution de la société n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve de maintenir le capital minimum légal, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation des dispositions qui précèdent comme dans le cas où l'associée unique ou les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si au jour où il statue la régularisation a eu lieu.

#### **Article 27 – Liquidation**

27.1 La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions légales.

27.2 Lorsque toutes les parts sociales sont réunies entre les mains d'un seul associé personne morale, la dissolution de la société, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve des oppositions des créanciers sociaux, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

### **Article 28 – Contestations**

Les contestations relatives aux affaires sociales survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, entre les associés, ou entre la société et les associés, seront soumises au tribunal de commerce compétent.

### **Article 29 - Actes accomplis pour le compte de la société en formation**

L'état des actes accomplis pour le compte de la société en formation a été annexé aux statuts. La signature de ceux-ci emportera reprise de ces engagements par la société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

L'associé unique soussignée passera également les actes et les engagements annexés aux statuts pour le compte de la société.

Ils seront repris par la société du seul fait de son immatriculation.

### **Article 30 - Frais - Pouvoirs**

Les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la société.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales de publicité.

### **Option pour l'IS :**

L'associée unique soussignée déclare opter pour le régime de l'impôt sur les sociétés.

Fait à Courbevoie,

Le 8 mars 2013,

En autant d'exemplaires que requis par la loi,